

Européennes : « Dans la logique gaullienne, Emmanuel Macron devrait démissionner », selon Christophe Seltzer, du think tank Génération Libre



L'ENTRETIEN POLITIQUE. Chaque lundi, Valeurs actuelles interroge une personnalité sur l'actualité politique. Cette semaine, le directeur du think tank libéral Génération Libre, qui appelle à « déprésidentialiser la Vème République », analyse les résultats du scrutin européen, dépréciés par la dissolution surprise de l'Assemblée Nationale.

Valeurs actuelles. En prenant le risque de devoir nommer Jordan Bardella à Matignon, Emmanuel Macron conforte le duel entre sa majorité centriste et le Rassemblement National, en vue de 2027. Les résultats des élections européennes ont été vite éclipsés par la dissolution de l'Assemblée Nationale...

Christophe Seltzer. La France souffre de faire tourner toute sa vie politique autour de la figure du président de la République, ce que pointe le think tank GenerationLibre. Ainsi, les européennes ont été appréhendées comme un 3e tour de la présidentielle de 2022 ou une primaire pour 2027. J'y vois l'une des raisons de la hausse du taux de participation (quasi 10 point

de plus depuis 2014) compte tenu du fort niveau de détestation personnelle d'Emmanuel Macron. Mais il y en a une autre, que l'on constate partout en Europe : dans un scrutin avec 38 listes et à la proportionnelle, les Français avaient davantage la possibilité de trouver chaussure à leur pied. Si seulement on s'inspirait en France de ce mode de scrutin pour faire de l'Assemblée nationale un hémicycle plus représentatif de la diversité des sensibilités. Nous retrouverions un jeu plus mature démocratiquement et plus efficace dans l'action publique : la coalition entre partis, sur des idées et des programmes. Il faut sortir de la spirale populiste nourrie à satiété par Emmanuel Macron et le Rassemblement national. Depuis l'annonce de la dissolution de l'Assemblée, nous ne parlons déjà plus d'Europe. Non content de ne pas reconnaître un échec personnel, le président de la République efface le scrutin européen.

Le retour aux urnes n'était-il pas incontournable, selon la logique institutionnelle, après un tel désaveu pour la majorité ?

Je pense qu'Emmanuel Macron a fait une terrible erreur en s'impliquant personnellement dans la campagne électorale. Dans la logique institutionnelle gaullienne, il devrait démissionner après une « défaite » (ce qui n'a d'ailleurs pas autant de sens dans une élection à la proportionnelle), à tout le moins un camouflet. Compte tenu de son niveau de détestation, mais aussi en raison de son rôle premier d'arbitre, il aurait du rester en retrait. Emmanuel Macron comme Jordan Bardella, et déjà Jean-Luc Mélenchon lors des législatives de 2022, ont raison de jouer sur le fait majoritaire qui gouverne en France ! C'est la logique de nos institutions. C'est plus fort qu'eux. C'est la raison pour laquelle je pense qu'il faut qu'on affaiblisse dans les faits le rôle trop prépondérant du président en arrêtant de l'élire directement au suffrage universel direct ou en élisant à la proportionnelle nos députés nationaux. Ce qui remettrait au centre du jeu le Parlement et un gouvernement qui en serait issu, nécessairement le fruit de coalitions entre partis sérieux et sur un programme précis. Nous avons encore une démocratie libérale très immature lorsqu'on se compare avec nos voisins proches.

La politique ne devrait pas se résumer à une bataille pour hisser un Gaulois sur son bouclier. Hier soir, les Français n'ont pas sanctionné les parlementaires élus en juin 2022 mais le président lui-même. Logiquement, le président devait donc démissionner, ou se dégager de la responsabilité de la formation d'un nouveau Gouvernement dont la légitimité doit venir des députés. Le délai si court de convocation des nouvelles législatives empêche toute organisation des partis, des candidats et de la société civile. Les sortants y retournent pour se faire sortir, sans véritable campagne. Le RN risque d'obtenir une majorité par effraction, Emmanuel Macron donnant cyniquement raison à Jordan Bardella en nous prenant en otage. C'est paradoxalement une fois de plus un mépris du Parlement par le président. Qu'il soit français ou européen.

Le RN est en tête en France mais reste marginal au Parlement européen, tandis que les candidats français du PPE majoritaire sont marginaux en France. Comment expliquer cette inadéquation entre le vote des Français et le poids de leur représentants, ou a minima entre leur vote très "national" et sa visée européenne ?

Merci de continuer à parler d'Europe ! Quand on regarde le Parlement européen sortant et les projections à chaud pour cette nouvelle législature, votre analyse est juste. Mais n'insultons pas le vote des électeurs ni ne préjugeons de l'avenir. Il faut attendre quelques jours pour voir se dégager le nombre et la nature des partis politiques parlementaires transnationaux qui vont siéger et exercer leur travail à Strasbourg et à Bruxelles. Peut-être que les élus du Rassemblement national et de Reconquête, et ceux des autres partis identitaires, nationalistes ou souverainistes élus dans les 26 autres pays, vont cette fois prendre au sérieux le mandat de leurs électeurs pour former un groupe politique puissant à même de peser dans la formation de la Commission européenne et de travailler enfin au Parlement... Ils découvriront alors la difficile réalité de l'exercice du pouvoir et seront enfin comptables d'actions.

Comment expliquer la percée de Raphaël Glucksmann à gauche, en miroir de la stagnation de François-Xavier Bellamy à droite, malgré les qualités que tout le monde lui reconnaît ?

Les Français en ont marre d'Emmanuel Macron, mais une partie a aussi voulu refuser le duel entre lui et le Rassemblement national, comme François-Xavier Bellamy l'a exprimé avec force lors des débats télévisés – salué sur tout l'échiquier politique. On assiste à un retour de la gauche social-démocrate et de la droite conventionnelle, avec des figures engagées et sérieuses comme Raphaël Glucksmann ou François-Xavier Bellamy. Mais l'un comme l'autre, ainsi que les « petites » listes, ont souffert d'un mode de scrutin français qui valorise les « grandes » listes ainsi que le vote utile.

En raison du seuil à 5% pour obtenir des sièges, aux élections européennes de 2019, 20% des votants français s'étaient retrouvés sans représentant dans l'hémicycle. On a ignoré 4.4 millions de bulletins exprimés ! Dans d'autres pays, comme en Allemagne, il n'y a pas de seuil minimal, et il suffit d'obtenir 0,65% pour envoyer un parlementaire, sans que cela ne démultiplie démesurément les listes. Au Danemark ou encore en Belgique (pour ne citer qu'eux), il est même possible de classer les candidats à l'intérieur d'une liste. Il faut d'urgence s'en inspirer ! Y compris pour nos élections législatives ici.

Le libéralisme que vous défendez a-t-il été suffisamment entendu dans cette campagne ? Qui était son meilleur avocat et qui était son meilleur "bourreau" ?

Hélas les libéraux en France sont orphelins ou divisés : pas de liste, petite ou grande, qui nous convenait vraiment. Alain Madelin, soucieux des enjeux géopolitiques face aux pouvoirs autoritaires à nos portes, mais se désolant de la disparition des défenseurs du libre-échange, a salué faute de mieux les listes conduites par Raphaël Glucksmann, Valérie Hayer et François-Xavier Bellamy. Si quasiment toutes les listes sont colorées d'un étatsisme bien français, à l'inverse, chacune à sa façon proposait plus de liberté dans un domaine précis. Le socialiste Raphaël Glucksmann contre les régimes autoritaires, pour la promotion des libertés fondamentales et personnelles, le conservateur libéral François-Xavier Bellamy en prise avec la bureaucratie et en faveur d'une réelle subsidiarité, l'écologiste Marie Toussaint pour défendre la biodiversité dont dépend la liberté humaine. Dans les plus petites listes, saluons l'esprit libertaire du Parti pirate, mais aussi une véritable deuxième gauche dans la liste menée par le radical Guillaume Lacroix. Et ma liste n'est pas exhaustive. Au final, je remarque que seule la liste conduite par Valérie Hayer défendait encore l'accord de libre-échange avec le Canada.

La liberté n'est-elle pas contre-intuitive à défendre devant la montée des périls et la demande de protection qu'elle suscite ?

Il n'est pas faux de dire que la France n'a jamais été aussi généreuse en termes de droits sociaux ou personnels. Nous oublions le prix de la liberté. Alors qu'il est nécessaire, plus que jamais, que l'on se batte pour elle ! Nos libertés fondamentales reculent, de la liberté d'expression à la liberté de manifestation. Nos institutions hypercentralisées tuent le Parlement, les collectivités territoriales et les partis politiques. Notre bureaucratie étouffe la libre entreprise et la société civile sans pour autant faire fonctionner correctement l'école, la justice ou la police. Les services publics se détériorent inversement à l'augmentation de nos impôts. Et notre conservatisme nous empêche de faire ce que l'on veut de notre corps en prohibant le cannabis ou la GPA par exemple.

GenerationLibre défend un principe de « subsidiarité ascendante », qui signifie que l'exercice du pouvoir politique doit se faire au plus petit niveau et ne remonter vers les échelons supérieurs (département, région, national, européen) que s'il ne parvient pas à l'exercer. C'est en réalité une idée simple de dispersion maximale du pouvoir qui pourrait mettre d'accord libéraux et souverainistes. Nous défendons que les collectivités puissent s'auto-saisir de compétences de leur choix mais aussi qu'elles puissent avoir une véritable autonomie fiscale pour arrêter le ping-pong irresponsable entre elles et l'Etat. Nous allons bientôt publier une note analysant plus de 350 référendums locaux en France depuis les années 1990. Dans la foulée des Gilets jaunes, il se développent, et c'est une bonne chose !